



RICOCHETS

Janvier 2015 - Mensuel - Bruxelles



RICOCHETS est un bulletin né au sein du combat contre la construction d'une maxi-prison au nord de Bruxelles. C'est un combat en dehors de tout parti et organisation officielle, un combat qui propose d'empêcher directement, concrètement, par nous-mêmes, la construction de cette nouvelle taule.

C'est un vaste combat, car la maxi-prison est le projet emblématique des temps qui courent : un serrage de vis général, une accentuation de la répression, un violent réaménagement de la ville en fonction des besoins du pouvoir et de l'économie...

RICOCHETS a pour but de partager les nouvelles de cette lutte, de diffuser ses différentes expressions, de l'approfondir par des réflexions critiques. Il entend créer un espace autonome de liaison entre celles et ceux qui se battent directement contre cette nouvelle prison et ainsi ouvrir une possibilité : celle que leurs actions puissent faire des ricochets dans un élan incontrôlable.

Nouvelles

Autopsie de Bruxelles. Dans la collection « Contributions à la lutte contre la maxi-prison », une première brochure vient de sortir. « Autopsie d'une ville. L'offensive du pouvoir à Bruxelles » fait la tentative de décortiquer la métropole-en-devenir de Bruxelles. Quelque part, une autopsie des projets, allant de la construction d'une maxi-prison en passant par des centres commerciaux à l'agrandissement de la zone européenne, que le pouvoir est en train de développer. Disponible sur demande ou au Passage à Anderlecht.

Ricochets. Tiré à deux mille exemplaires, le premier numéro de Ricochets a surtout été distribué à Anderlecht, Saint-Gilles, les Marolles et Molenbeek. Pour aider à sa distribution (le donner autour de toi, le poser dans un café, un snack, une boulangerie, le jeter dans les rames de métro...), prends contact avec nous ou passe au Passage.

La justice est à sec : les détenus vont encore trinquer !

Au début du mois de décembre, le département de la Justice a annoncé que ses caisses étant vides, il voulait réduire les frais de fonctionnement des prisons... sur le dos des prisonniers ! Il est envisagé de fermer dorénavant les prisons à 20h (et plus à 22h), ce qui impliquerait que chaque détenu devrait être bouclé en cellule à 19h (et non plus à 21h). Concrètement, les détenus seront confinés en cellule encore plus longtemps, ils auront accès à encore moins d'activités, ils ne pourront plus utiliser le téléphone après 19h (alors qu'il est précisément moins cher à partir de cette heure-là), les heures de congé et de permission de sortie seront de fait écourtées...

Le pouvoir n'est plus à une contradiction près. Il est en train de dépenser des sommes astronomiques dans la construction de dix nouvelles prisons – celle de Haren va par exemple coûter la bagatelle de 330 millions d'euros – et pour faire des économies de bouts de chandelle, il va encore faire trinquer les détenus !



« Ce n'est pas encore réglé qu'ils veulent ouvrir de nouvelles prisons. S'ils ont beaucoup d'argent qu'ils le disent ! Moi je vais sortir et je vais venir chercher ma part, au lieu de faire des prisons. S'ils ont de l'argent, je vais faire Robin des bois, je vais donner de l'argent à des copains et y'aura plus de braquage, plus de fusillade. Je te le garantis sur papier. Ils sont cons dans leur tête. La directrice a perdu ses dents il y a trois jours et eux, ils veulent de nouvelles prisons ! Ils s'en sortent même pas avec leurs prisons. Ils n'ont qu'à lâcher les gamins. Moi, je vais sortir et je vais démolir les prisons. Ils sont fous dans leur tête ! »

(Un prisonnier, extrait du court-métrage *Maxi-rebellion vs maxi-prison*)



AUSTÉRITÉ ET MAXI-PRISON NE FONT QU'UN

55 000 EXCLUSIONS DU CHÔMAGE ET 10 NOUVELLES PRISONS

Le nouvel an commencera par un petit bain de sang social. Le précédent gouvernement (de gauche, on le rappelle à ceux qui croient que l'austérité serait une recette exclusive de la droite) avait décidé d'une réforme du chômage entraînant l'exclusion de 55 000 personnes au 1er janvier 2015. Ces milliers des personnes se retrouveront d'un jour à l'autre sans revenus.

En Belgique comme dans les autres pays européens, les Etats imposent des cures d'austérité pour assainir les dépenses publiques et garantir des meilleurs taux de profit aux capitalistes. Le fameux « modèle social » qui voulait obtenir la paix sociale des exploités et des opprimés en leur offrant un accès (toujours limité et relatif) à la consommation et aux services sociaux tels que la santé et l'éducation, est aujourd'hui enterré. Cette façon de gérer les conflits et les contradictions entre riches et pauvres, entre oppresseurs et opprimés est maintenant échangée pour un modèle plus brutal, plus rude. La situation sociale en Grèce est l'image du futur qui attend tous les pays européens.

De pair avec ces mesures d'austérité, les Etats investissent massivement dans la sécurité et le contrôle social. En Belgique, cela se concrétise notamment par la construction d'une dizaine de nouvelles prisons, dont une maxi-prison à Bruxelles. Car au fond, la prison est surtout un cimetière de pauvres, un camp de concentration pour ceux qui, par choix ou par obligation, enfreignent la loi et la propriété privée. En temps de restructuration économique, le système passe



obligatoirement par une phase d'instabilité. Pour éviter que cette instabilité devienne dangereuse pour la survie du système, les Etats renforcent et intensifient la répression. En construisant des nouvelles prisons, mais aussi en implantant de nouveaux commissariats, en recrutant plus de policiers, en installant plus de vidéosurveillance, en renforçant le contrôle à tous les niveaux (chômage, « fraude », impôts, situation légale...).

Quand un Etat prive des milliers de personnes de leurs moyens de subsistance, dans ce cas-là les allocations chômage (d'ailleurs toujours en-deçà du seuil officiel de pauvreté et rien que de misérables miettes en comparaison de tout le fric qui circule entre les mains de riches), à quoi s'attend-il ? Il sait très bien que cela risque d'entraîner une hausse de la « criminalité ». La machine à réprimer et à enfermer devra donc tourner plus rapidement. En même temps que d'appliquer une tolérance zéro devant les transgressions et subversions de l'ordre étatique et capitaliste, l'Etat essaiera aussi de fomenter la guerre entre pauvres, entre exclus, entre nous. Le blindage des riches et du fric au niveau sécuritaire pousse à ce que les pauvres s'exploitent, se volent et s'arnaquent entre eux. L'Etat en sort vainqueur, évitant que s'enflamme la guerre sociale, le combat contre l'exploitation et l'oppression.

Des milliers de personnes exclues du chômage, des conditions de travail toujours plus dures avec des journées plus longues pour moins de fric, des coupes budgétaires importantes dans des secteurs comme les hôpitaux... Oui, il s'agit là d'un acte de guerre contre notre existence même. On peut reculer, on peut accepter, on peut se résigner. On peut pleurer pour les miettes qu'ils ne nous donneront plus, pour les façons plus ou moins brutales dont on se fait exploiter et arnaquer. C'est ce que l'Etat préférerait et c'est ce qu'il essaiera d'obtenir en faisant miroiter la prison et les flics. Ou on peut se battre, se révolter, s'insurger. Par tous les moyens qu'on estime opportuns.

Lutter contre la construction de la maxi-prison à Bruxelles, c'est alors attaquer un pilier fondamental de la guerre que l'Etat mène contre les opprimés et les exclus.

LE PASSAGE // LOCAL DE LUTTE CONTRE LA MAXI-PRISON

RUE ROSSINI 11//1070 ANDERLECHT

Passez pour discuter, rencontrer d'autres personnes en lutte contre la maxi-prison, partager des bonnes nouvelles, trouver des infos, des affiches, des tracts, des journaux issus de la lutte, imaginer comment faire pour empêcher que cette horreur carcérale se réalise...

LE LOCAL EST OUVERT TOUS LES MERCREDIS DE 16H À 20H & TOUS LES SAMEDIS DE 16H À 20H

Activités en Janvier:

Mercredi 7 janvier 12h // Une dent contre les taules ?
A celles et ceux qui ont soif de liberté et très faim, venez partager un coup de fourchette et un bout de discussion !

Mercredi 14 janvier 19h30
Action directe contre la maxi-prison
Soirée de discussion sur comment lutter pour saboter la maxi-prison. Sa construction ne pourra jamais être empêchée seulement avec des mots, c'est donc de l'action qu'il faut. Partout il est possible d'agir directement et de façon autonome pour lui mettre des bâtons dans la roue.

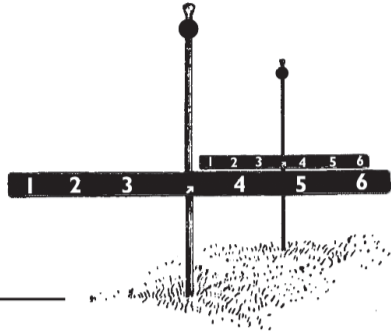
Mercredi 21 janvier 19h30
Projection du court-métrage grec « Le monde-prison »
En avril 2007, des révoltes presque simultanées éclatent dans six prisons en Grèce. Le vent se lève et le désir de liberté souffle fort.

Samedi 24 janvier 19h // Repas de soutien
Une invitation à se retrouver autour d'un bon repas chaud. Le repas est à prix libre (tu donnes ce que tu veux ou ce que tu peux) en soutien à la lutte contre la maxi-prison.



Solidarité incendiaire au-delà des frontières

En Grèce, le compagnon anarchiste Nikos Romanos, condamné pour braquage de banque, a entamé une grève de la faim pour obtenir des permis de sortie. D'autres compagnons incarcérés l'ont rejoint dans sa démarche. Dehors, dans tout le pays, des manifestations, occupations, affrontements, sabotages et attaques se sont succédé dans un élan de solidarité avec le combat de cet anarchiste et d'une dynamique de lutte contre la répression toujours plus dure, contre les nouveaux régimes de prison, contre la guerre que l'Etat y mène contre les exploités et les opprimés. Ailleurs aussi dans le monde, des actions de solidarité ont eu lieu, notamment en Angleterre, au Chili, en Allemagne et en Belgique. Ainsi, le 2 décembre, trois véhicules appartenant à des membres du parlement européen ont été incendiés. L'attaque a eu lieu près de l'avenue Général Lartigue à Bruxelles et a été revendiquée comme « un acte de solidarité offensive avec l'anarchiste Romanos actuellement en grève de la faim. Solidarité avec les prisonniers anarchistes et révolutionnaires, en Grèce et partout ailleurs. Solidarité avec les combats des compagnons au Chili. »



Tract distribué à Molenbeek suite à l'ouverture du bar Alcatraz situé sur le canal, Quai des Charbonnages n°36. Des affiches ont été aussi collées dans le quartier et à l'entrée du bar.

FAIRE DU BUSINESS AVEC L'HORREUR

Depuis quelques mois, pendant que certains se font du fric et s'amuse dans le décor morbide de la prison au bar d'Alcatraz, situé sur le canal à Molenbeek au Quai des Charbonnages n°36, d'autres y crévent et subissent l'enfermement et ses atrocités. Dans un cadre malsain fait d'une chaise électrique, de cellules, de barreaux, le bar propose des cocktails au nom de « suicide », « cachot », « peine de mort »... Comme s'il n'était pas suffisant d'utiliser la fascination de la prison comme un concept économique, ce bar participe aussi au projet de réaménagement de Molenbeek. Les nouveaux bars, le projet culturel « Molenbeek 2014 », les nouveaux lofts aux alentours du canal transforment le quartier en un espace, fait par et pour les riches, où tout est pensé pour être « clean », sans pauvreté et sans « délinquance ». Ces projets cherchent à montrer qu'« à Molenbeek, il fait bon vivre, ce n'est pas dangereux » afin d'attirer une population aisée et virer ceux qui ne veulent pas se soumettre à ces projets. L'Etat appelle ça du « marketing territorial ». D'abord, on redore l'image du quartier, pour le rendre « élégant », les promoteurs immobiliers accourent ; les loyers grimpent et obligent les habitants les plus pauvres à toujours plus s'éloigner de la ville. Ce phénomène se passe aussi dans d'autres quartiers à Bruxelles.

Pendant que certains « jouent » à la prison, l'Etat met en œuvre son projet national de construction de nouvelles prisons, dont la plus grande est prévue à Haren, au Nord de Bruxelles. Cette maxi-prison veut enfermer au moins 1 200 détenus : femmes, enfants et hommes. Pour faire passer la pilule, l'Etat parle de prisons plus humaines qui faciliteraient soit disant la « réinsertion ». Par « humaines », ils entendent pas de barreaux aux fenêtres des cellules, mais des vitrages haute sécurité qu'on ne peut même plus ouvrir ! Ce n'est que de la poudre aux yeux balancée à la population pour détourner son regard des murs. En passant par un discours de protection, l'Etat réprime en fait toute personne, dite nuisible, qui s'écartere ou remet en question le modèle de société imposé par l'Etat. Ce n'est pas nouveau : l'Etat construit toujours plus de taules et enferme toujours plus, pour plus de délits.

Pendant que certains voudraient qu'on ferme les yeux, d'autres font le choix de se révolter en attaquant directement ceux qui sont à la base ou participent à ces projets (constructeurs, architectes, promoteurs...) Par diverses actions, chacun peut perturber ce système...

**LUTTONS CONTRE LA PRISON
ET LA VILLE-PRISON**

Tentative d'incendie contre la Maison de la Justice

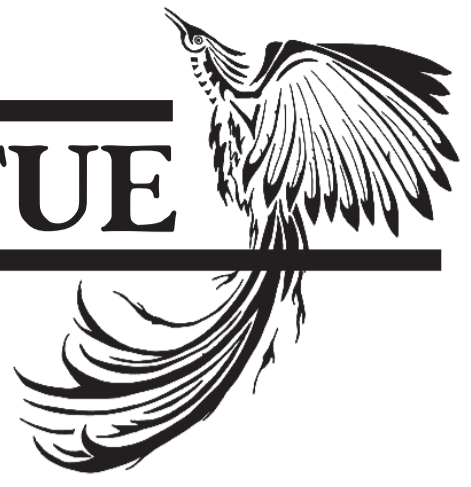
Mi-novembre, quelqu'un a bouté le feu à l'entrée de la Maison de la Justice de Bruges. Malheureusement, les flammes ne sont pas propagées plus loin dans le bâtiment. Les Maisons de la Justice sont les antennes où des employés de la Justice suivent les détenus qui sont libérés sous conditions, ceux qui doivent faire une peine de travail... Il va de soi que si ces antennes brûlent, le flicage d'anciens détenus et la gestion du travail forcé se complique.



Une formation incendiaire

Le premier décembre, un incendie volontaire a détruit quatre camions et quelques véhicules du FOREM, l'équivalent wallon de l'Actiris bruxellois, sur le parking du centre de formation à Dottignies (Mouscron). Les bâtiments du FOREM ont également été endommagés par les flammes. Le travail de flicage, d'harcèlement et de contrôle qu'effectuent le FOREM ou Actiris pour le compte de l'Etat, les exclusions prochaines du chômage, il n'y a pas à s'étonner si les bureaux de travail et de la promotion de l'exploitation capitaliste rentrent dans la ligne de mire de révoltés.

LA PRISON TUE



Ces derniers mois, on a appris par les médias que la demande d'euthanasie effectuée par un prisonnier avait été acceptée pour des raisons psychologiques. Cette volonté de mourir n'est pas surprenante. En effet, la mort et la souffrance en prison sont des faits omniprésents qui n'ont rien d'exceptionnel : la prison tue, tous les jours, de manière plus ou moins directe, plus ou moins publique.

Oui, la prison est assassine, dans son idée et dans les faits. Que ce soit suite à des tabassages ou des tortures orchestrés par les matons, par des violences entre détenus, par des maladies favorisées par les conditions de détention ou encore par le suicide. Ce dernier est évidemment questionnable : un suicide en prison ressemble plutôt à un meurtre d'Etat prévu à l'avance, puisque c'est la prison et ses conditions atroces qui mènent au suicide. Hormis cela, il ne faut pas oublier que l'institution pénitentiaire a de surcroît tout intérêt à déclarer qu'il s'agit d'un suicide pour cacher sa responsabilité directe.

En prison, en plus de détruire physiquement le prisonnier, il s'agit d'essayer de le casser et de le faire souffrir en brisant sa personnalité, sa volonté, son autonomie. C'est comme ça que la justice agit : rembourser ses dettes avec de la souffrance, tant physique que morale. Voilà une belle image qui nous montre le visage de cette société carcérale qui se base sur la punition et l'enfermement. Le rôle de la prison, ne l'oublions pas, est aussi de soumettre l'individu, lui ôter toute résistance, toute envie de révolte, de liberté. Tenter de réduire le prisonnier à un état végétatif, de résignation, souvent à l'aide de médicaments, mais aussi grâce aux drogues qui circulent à l'intérieur...

Le passé, le présent et le futur sont réduits à quatre murs. Rien d'autre, à part la promenade où l'on n'aperçoit que ces murs, encore et toujours ces murs, et puis parfois la visite d'un

proche. La vie est mise entre parenthèse après sa condamnation, de toute façon.

La fin de la peine de mort n'est qu'une mascarade. Elle a été remplacée par la peine à perpétuité. Et par les meurtres en prison, dont l'euthanasie. Et pourtant, c'est suffisant pour calmer les esprits et garder une bonne morale citoyenne : « la Belgique, grand pays démocratique, ne tue plus, non ». La peine de mort, « barbare », est abolie. La mort à perpétuité, lente et invisible, serait moins choquante puisqu'elle est plus « civilisée ». L'humanité a avancé d'un pas... dans la répression. Le raisonnement est évidemment le même : punir pour casser toute envie, pensée de révolte, de liberté. L'euthanasie n'a donc rien d'étonnant. Elle n'est qu'un outil nouveau du pouvoir. Sa particularité, c'est que c'est le détenu qui demande le droit de mourir et l'Etat récupère le beau rôle : il ne condamne plus à mort, mais l'accorde.

Tous les jours, l'Etat tue des gens. Que ce soient ses flics avec l'assassinat de Rémi en France, ou encore Jakob Jonathan dans le commissariat à Anvers, mais aussi ses prisons, ses matons, ses juges, ses patrons : suicides, dépressions, stress, enfermement... Son plan de construction de nouvelles prisons, comme la maxi-prison à Bruxelles, est déjà une horreur en soi : pour ce qu'il représente déjà d'une société basée sur la répression, mais aussi pour ce que cette société prévoit dans le futur : enfermer, tuer et briser toujours plus de monde.

La prison tue, tuons les prisons !



Une discussion à Haren sur les méthodes de lutte contre la maxi-prison



Le 26 novembre était organisée une projection-discussion à Haren autour des manières de s'opposer à construction de la maxi-prison : Faut-il encore croire que les politiciens sont à l'écoute des gens ? Faut-il accepter les règles du jeu, quand celui qui les façonne est notre adversaire ? Comment propager la lutte en marge des médias dominants ? Dans les luttes similaires, quelles stratégies peut-on adopter ou repenser ? Comment s'auto-organiser sans médiations institutionnelles ? Ce fut d'abord la projection du film « Plogoff, des pierres contre des fusils », où des habitants d'un village en Bretagne s'opposent à la construction d'une centrale nucléaire à la fin des années soixante-dix. Si l'Etat avait fini par reculer à Plogoff, la lutte avait aussi opposé un « Non ! » sans concession. Un « Non ! » qui n'était pas en train de négocier une plus petite infrastructure. Un « Non ! » qui s'opposait en actes aux petites manœuvres du pouvoir, comme la tenue d'une enquête publique. C'est un peu de cela et de bien d'autres choses dont il fut question ce soir-là.

Pour toute correspondance
Ricochets // Rue Rossini 11 // 1070 Anderlecht
ricochets@riseup.net

Pour plus d'infos
Local de lutte Le Passage // Rue Rossini 11 // 1070 Anderlecht
www.lacavale.be // cavale@riseup.net

B
I
E
N
V
E
N
U
E

A
U

A
L
C
A
T
R
A
Z

B
A
R